

MODIFICATION N°2 DU PLU

J u i l l e t 2 0 2 4

2 – Règlement écrit modifié

- Extrait du règlement modifié :
Articles UA1, UB1-UB2, UC1, UE1-UE2-UE3 et N2,
Article 11 commun (clôtures)

ZONE UA

CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

Zone urbaine au bâti ancien traditionnel du centre. Elle couvre le centre-ville et la Guinguette Cette zone a une vocation mixte d'habitat, de services, d'équipements et commerces.

La zone UA est concernée par :

- le **plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I.)**.
- des **éléments de patrimoine ou de paysage** identifiés au titre des articles L.151-19 ou L.151-23 par un symbole ou une trame, pour lesquels s'appliquent les prescriptions définies à l'article 6 du titre I (dispositions générales).
- des **secteurs de centralité commerciale** délimités au titre de l'article L.151-16 dans lesquels les constructions à usage de commerce sont autorisées.

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone UA, sauf stipulations contraires.

ARTICLE UA 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans l'ensemble de la zone sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions à usage industriel,
- Les constructions à usage agricole,
- Les constructions à usage d'entrepôt,
- Les installations classées, en dehors de celles admises à l'article UA2,
- Les dépôts de véhicules.

En dehors des secteurs de centralité commerciale, les constructions à usage de commerce sont interdites.

En outre est interdit tout changement de destination des rez-de-chaussée d'immeubles pour les destinations autres que bureau, commerce ou équipement nécessaire à un service public ou d'intérêt collectif. Ainsi, aucun local commercial ou professionnel ne peut être transformé en logement ou garage.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRI, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRI, annexés au PLU.

ARTICLE UA 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Dans l'ensemble de la zone, les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées à condition de respecter les dispositions mentionnées :

- Les constructions à usage artisanal à condition qu'il n'y ait pas d'espace de stockage extérieur, qu'elles soient compatibles avec le voisinage de l'habitat et que la construction soit de type traditionnel.
- Les affouillements et exhaussements de sol, dans la mesure où ils sont strictement nécessaires à des occupations et utilisations du sol autorisées.
- Les constructions ou installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et aux services publics locaux (voirie, réseaux divers, transports collectifs traitement des déchets, etc.) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRI, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRI, annexés au PLU.

ZONE UB

CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

Zone urbaine qui correspond aux premières extensions urbaines. Cette zone est caractérisée par une multiplicité des fonctions, des formes urbaines et architecturales et par une hétérogénéité de son tissu bâti.

Elle comprend un secteur UBa non desservi par l'assainissement collectif.

La zone UB est concernée par :

- le plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I.).
- des éléments de patrimoine ou de paysage identifiés au titre des articles L.151-19 ou L.151-23 par un symbole ou une trame, pour lesquels s'appliquent les prescriptions définies à l'article 6 du titre I (dispositions générales).
- des secteurs de centralité commerciale délimités au titre de l'article L.151-16 dans lesquels les constructions à usage de commerce sont autorisées.
- un secteur d'implantation périphérique délimité au titre de l'article L.151-16 dans lequel les constructions à usage de commerce de plus de 300 m² de surface de vente sont autorisées.

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone UB, sauf stipulations contraires.

ARTICLE UB 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans l'ensemble de la zone sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions à usage industriel,
- Les constructions à usage agricole,
- Les constructions à usage d'entrepôt, en dehors de celles admises à l'article UB2
- Les installations classées, en dehors de celles admises à l'article UB2,
- Les dépôts de véhicules.

En dehors des secteurs de centralité commerciale et d'implantation périphérique, les constructions à usage de commerce sont interdites à l'exception de celles admises à l'article UB2.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRi, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRi, annexés au PLU.

Dans une bande de 15 m à compter de l'axe des ruisseaux et talwegs existants, les constructions nouvelles sont interdites.

ARTICLE UB 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Dans l'ensemble de la zone, les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées à condition de respecter les dispositions mentionnées :

- Les constructions à usage artisanal ~~et commercial~~ sous réserve que la surface de plancher n'excède pas 300 m² et que la construction soit de type traditionnel.
- L'extension d'entrepôt existant à condition qu'elle soit compatible avec le voisinage de l'habitat.
- Les affouillements et exhaussements de sol, dans la mesure où ils sont strictement nécessaires à des occupations et utilisations du sol autorisées.
- Les constructions ou installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et aux services publics locaux (voirie, réseaux divers, transports collectifs traitement des déchets, etc.) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux.

En dehors des secteurs de centralité commerciale et d'implantation périphérique, seuls l'aménagement et l'extension limitée à 10% de la surface de vente existante au 1/1/2024 sont autorisés pour les commerces existants.

Dans le secteur d'implantation périphérique, les constructions à usage de commerce sont autorisées à condition que la surface de vente soit supérieure à 300 m².

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRi, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRi, annexés au PLU.

ARTICLE UB 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET D'ACCÈS AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

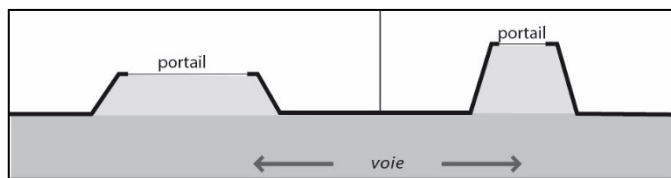
Accès :

L'accès doit être adapté à l'opération et avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies publiques, l'accès carrossable direct à la propriété pourra être exigé sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Le long des routes départementales, les accès directs sont limités à un seul par propriété, ils sont interdits lorsque le terrain est desservi par une autre voie.

Les accès aux terrains individuels doivent être réalisés de manière à permettre le stationnement de 1 véhicule sur l'espace privé devant le portail : cette disposition n'est toutefois pas exigée pour les constructions implantées à l'alignement de la voie.



Voirie :

Les voies publiques ou privées destinées à accéder aux constructions doivent avoir des caractéristiques techniques adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et notamment à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, comme aux véhicules de service.

ARTICLE UB 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX

EAU POTABLE

Toute occupation ou utilisation du sol qui requiert une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

ASSAINISSEMENT

Eaux usées

Le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire. Lorsque le terrain est situé en contrebas du réseau collectif, son raccordement aux collecteurs par des dispositifs individuels appropriés (pompe de refoulement par exemple) peut être imposé.

Le raccordement des eaux non domestiques au réseau collectif d'assainissement est subordonné à une convention d'autorisation de rejet, avec le gestionnaire du réseau.

Le rejet des eaux de vidange de piscines dans le réseau collectif d'assainissement est interdit en application de l'article R.1331-2 du code de la santé publique.

En secteur UBa : En l'absence de réseau, les eaux usées en provenance de toute occupation et utilisation du sol doivent être traitées par un dispositif d'assainissement non collectif adapté aux surfaces, formes et pentes du terrain, à la nature géologique du sol. Ce dispositif doit être conforme à la réglementation ainsi qu'aux normes techniques en vigueur.

Le déversement des eaux de piscine est interdit dans les fossés, sur les voiries et dans le réseau d'eau pluvial. Les eaux de piscine devront être infiltrées sur la parcelle.

Eaux de drainage des terrains

Le rejet des eaux de drainage des terrains ou des constructions dans les réseaux unitaires ou communaux sont strictement interdits.

ZONE UC

CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

Zone urbaine qui correspond aux secteurs à dominante d'habitat pavillonnaire. Cette zone a une vocation principale d'habitat. Elle comprend un secteur UCa non desservi par l'assainissement collectif.

La zone UC est concernée par :

- le **plan de prévention des risques d'inondation** (P.P.R.I.).
- des **éléments de patrimoine ou de paysage** identifiés au titre des articles L.151-19 ou L.151-23 par un symbole ou une trame, pour lesquels s'appliquent les prescriptions définies à l'**article 6 du titre I** (dispositions générales).

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone UC, sauf stipulations contraires.

ARTICLE UC 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans l'ensemble de la zone sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- **Les constructions à usage de commerce,**
- Les constructions à usage industriel,
- Les constructions à usage agricole,
- Les constructions à usage d'entrepôt,
- Les constructions à usage artisanal, en dehors de celles admises à l'article UC 2,
- Les installations classées, en dehors de celles admises à l'article UC2,
- Les dépôts de véhicules.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRI, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRI, annexés au PLU.

Dans une bande de 15 m à compter de l'axe des ruisseaux et talwegs existants, les constructions nouvelles sont interdites.

ARTICLE UC 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Dans l'ensemble de la zone, les occupations et utilisations de sol suivantes sont autorisées à condition de respecter les dispositions mentionnées :

- Les constructions à usage artisanal à condition d'être compatible avec le voisinage de l'habitat,
- Les affouillements et exhaussements de sol, dans la mesure où ils sont strictement nécessaires à des occupations et utilisations du sol autorisées.
- Les constructions ou installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et aux services publics locaux (voirie, réseaux divers, transports collectifs traitement des déchets, etc.) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRI, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRI, annexés au PLU.

ZONE UE

CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

Zone urbaine réservée aux activités économiques.

Elle comprend :

- un **secteur UEc** à vocation d'activités artisanales et commerciales, situé à la Palisse.
- un **secteur UEi** à vocation d'activités économiques comportant des installations classées.
- un **secteur de centralité commerciale** délimité au titre de l'article L.151-16 dans lequel les constructions à usage de commerce sont autorisées.
- un **secteur d'implantation périphérique** délimité au titre de l'article L.151-16 dans lequel les constructions à usage de commerce de plus de 300 m² de surface de vente sont autorisées.

Le secteur UEc est concerné par :

- le **plan de prévention des risques d'inondation** (P.P.R.I.).
- des **éléments de patrimoine ou de paysage** identifiés au titre des articles L.151-19 ou L.151-23 par un symbole ou une trame, pour lesquels s'appliquent les prescriptions définies à l'**article 6 du titre I** (dispositions générales).

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone UE, sauf stipulations contraires.

ARTICLE UE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans l'ensemble de la zone sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions à usage :
 - Agricole
 - D'habitation en dehors de celle autorisée à l'article 2
 - D'annexe à l'habitation et de piscine.
- Les terrains aménagés pour le camping, le stationnement de caravanes, les habitations légères de loisirs, le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés, les garages collectifs de caravanes,
- Les affouillements ou exhaussements de sol, non nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en dehors de celles autorisées à l'article 2,
- Les parcs d'attractions ouverts au public,
- Les dépôts de véhicules et de matériaux de toute nature,
- L'exploitation de carrières.

En dehors des secteurs de centralité commerciale et d'implantation périphérique, les constructions à usage de commerce sont interdites à l'exception de celles admises à l'article UE2.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRi, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRi, annexés au PLU.

Dans une bande de 15 m à compter de l'axe des ruisseaux et talwegs existants, les constructions nouvelles sont interdites.

ARTICLE UE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Dans l'ensemble de la zone, les occupations et utilisations de sol suivantes sont autorisées à condition de respecter les dispositions mentionnées :

- Les constructions ou installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et aux services publics locaux (voirie, réseaux divers, transports collectifs traitement des déchets, etc.) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux,
- Les logements de gardiennage incorporés dans le volume de la construction à vocation économique dans la limite de 40 m² de surface de plancher pour une entreprise.

En outre, **dans le secteur UEi** sont admises, les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation à condition d'être liées à une occupation du sol autorisée.

En outre, **dans la zone UE et le secteur UEi** sont admises, les constructions à usage de commerces à condition d'être liées à une activité industrielle et artisanale présente dans la zone (magasin d'usine, show-room, ...).

En outre, **dans le secteur d'implantation périphérique**, les constructions à usage de commerce sont autorisées à condition que la surface de vente soit supérieure à 300 m²

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRI, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRI, annexés au PLU.

ARTICLE UE 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET D'ACCÈS AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Accès :

L'accès des constructions doit être assuré par une voie, publique ou privée, et aménagé de façon à ne pas présenter de risques pour la sécurité des biens et des usagers des voies ou pour celle des personnes utilisant ces accès.

Le nombre des accès sur les voies publiques est limité à un accès par unité foncière et par voie.

En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. Cette gêne sera appréciée, notamment en fonction des aménagements qui pourraient être réalisés sur l'une ou l'autre voie. Le gestionnaire de la voie devra être consulté pour tout aménagement.

Un retrait du portail est exigé. Il sera réalisé de façon à permettre le stationnement d'un véhicule hors de la voie publique.

Voirie :

Les voies publiques ou privées destinées à accéder aux constructions doivent avoir des caractéristiques techniques adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et notamment à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, comme aux véhicules de service.

ARTICLE UE 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX

EAU POTABLE

Toute occupation ou utilisation du sol qui requiert une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

ASSAINISSEMENT

Eaux usées

Le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire. Lorsque le terrain est situé en contrebas du réseau collectif, son raccordement aux collecteurs par des dispositifs individuels appropriés (pompe de refoulement par exemple) peut être imposé.

Le raccordement des eaux non domestiques au réseau collectif d'assainissement est subordonné à une convention d'autorisation de rejet, avec le gestionnaire du réseau.

ZONE N

CARACTERISTIQUES DE LA ZONE :

Zone naturelle et forestière à protéger en raison notamment de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N comprend :

- **Un secteur Ns** destiné aux activités sportives et de loisirs de plein air
- **Un secteur Nt** destiné à l'hébergement touristique « léger » et aux activités de loisirs de plein air
- **Un secteur Na** destiné à accueillir un aéroport

La zone N est concernée par :

- le **plan de prévention des risques d'inondation (PPRi)**.
- des **éléments de patrimoine ou de paysage** identifiés au titre des articles L.151-19 ou L.151-23 par un symbole ou une trame, pour lesquels s'appliquent les prescriptions définies à l'**article 6 du titre I** (dispositions générales).

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone N sauf stipulations contraires.

ARTICLE N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article N2 sont interdites.

Dans une bande de 15 m à compter de l'axe des ruisseaux et talwegs existants, les constructions nouvelles sont interdites.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRi, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRi, annexés au PLU.

ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Dans la zone N, en dehors des secteurs Ns, Nt et Na, sont autorisées les occupations et utilisations du sol suivantes si elles vérifient les dispositions mentionnées :

- Les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- Les ouvrages et les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels
- Les affouillements et exhaussements de sol strictement nécessaires aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone, les déblais, remblais, dépôts de terre sont interdits.
- L'adaptation, la réfection et l'aménagement des constructions existantes sans changement de destination.
- Pour les habitations existantes et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos (murs) et le couvert (toiture) sont encore assurés à la date de la demande et dont l'emprise au sol avant travaux est supérieure à 65 m² :
 - L'extension des constructions à usage d'habitation existantes, dans la limite de 33% de la surface totale existante et dans la limite de 250 m² de surface totale après travaux (comprenant l'existant + l'extension)
 - Les annexes à l'habitation dans les conditions suivantes :
 - Les annexes hors piscine sous réserve de ne pas dépasser 40 m² d'emprise au sol au total des annexes. Celles-ci doivent être localisées à moins de 20 m de l'habitation principale.
 - Une piscine, dans la limite de 50 m² de bassin et si elle est située à moins de 20 m de la construction principale d'habitation.

Dans le secteur Ns sont admis :

- Les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- Les ouvrages et les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels
- Les affouillements et exhaussements de sol strictement nécessaires aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone, les déblais, remblais, dépôts de terre sont interdits.
- L'adaptation, la réfection et l'aménagement des constructions existantes sans changement de destination.
- Les aménagements, extensions, ouvrages et installations nécessaires aux activités de loisirs et de sport.

Dans le secteur Nt sont admis :

- Les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- Les ouvrages et les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels
- Les affouillements et exhaussements de sol strictement nécessaires aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone, les déblais, remblais, dépôts de terre sont interdits.
- Les aménagements, ouvrages et installations nécessaires aux activités de loisirs.
- Les parcs résidentiels de loisirs et habitations légères de loisirs, à condition de s'intégrer au paysage naturel du site et dans la limite de 5 m de hauteur au faîtage (pour les HLL de type cabanes dans les arbres, la hauteur maximale ne doit pas dépasser celle de la canopée). La surface cumulée totale sur le secteur Nt ne devra pas dépasser 550 m² (HLL et y compris un éventuel bâtiment d'accueil).

En outre dans le secteur Nt, les constructions et installations devront prévoir une zone défrichée non aedificandi de 30 m entre les futures constructions ou installations et la forêt (mesure de protection contre le risque incendie de forêt).

Dans le secteur Na sont admis :

- Les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif ainsi que les accès, canalisations
- Les ouvrages et les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels
- Les affouillements et exhaussements de sol strictement nécessaires aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone, les déblais, remblais, dépôts de terre sont interdits.
- Les constructions, aménagements, affouillement et exhaussement, ouvrages et installations, y compris classées, nécessaires à la réalisation, au fonctionnement et à la gestion d'un aéroport. Les bâtiments nécessaires sont toutefois limités à ~~600~~ 200 m² d'emprise au sol cumulée pour l'ensemble des bâtiments et à une hauteur maximale au faîtage de 5 m. La piste sera végétalisée ~~sauf impératif technique ou réglementaire justifié~~.
- Les clôtures, à condition qu'elles soient conçues de manière à permettre le passage de la petite faune.

Dans les secteurs identifiés au document graphique concernés par le PPRi, se reporter au règlement et au zonage réglementaire du PPRi, annexés au PLU.

ARTICLE N 3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET D'ACCÈS AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Accès :

L'accès doit être adapté à l'opération et avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies publiques, l'accès carrossable direct à la propriété pourra être exigé sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Le long des voies départementales les accès directs sont limités à un seul par propriété, ils sont interdits lorsque le terrain est desservi par une autre voie.

Voirie :

Les dimensions, tracés, profils et caractéristiques des voies doivent être adaptés aux besoins des opérations qu'elles desservent. Les nouvelles voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées afin de permettre le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

En fonction des contextes bâtis, l'usage du bois peut être encouragé, non seulement en revêtement de façade mais également en structure. Il s'agit d'un matériau naturel, recyclable, très bon isolant thermique, qui permet des gains de temps considérables au niveau de la réalisation (rapidité de mise en œuvre) et qui favorise la propreté du chantier.

On utilisera de préférence du bois ne nécessitant pas de traitements nocifs pour l'environnement, de production locale (réduction des trajets de transport).

Le bois peut rester brut ou recevoir une finition : lasure, huile ou peinture. On privilégiera les lasures naturelles, qui respectent la couleur du bois.

L'utilisation du bardage bois naturel pourra notamment être recommandée pour les bâtiments d'activités.

Concernant l'isolation par l'extérieur des bâtiments existants, une attention particulière doit être portée à l'alignement avec les bâtiments mitoyens et aux débords sur une rue. Dans certains cas, ce procédé peut rendre trop étroit une rue ou un trottoir handicapant la circulation de véhicules et de piétons (<1.40m).

4- LES ABORDS

Les clôtures

Interdictions communes

Est interdit l'emploi à nu des matériaux destinés à être recouverts

Prescriptions communes

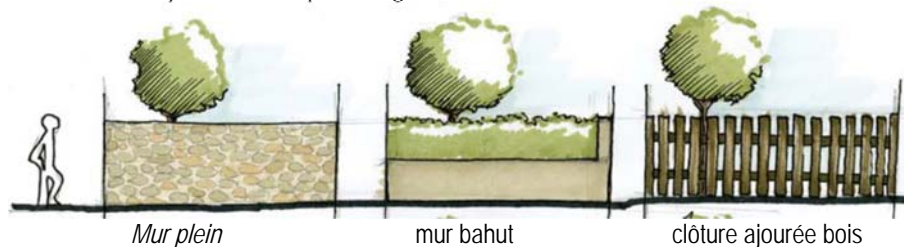
S'il est prévu d'édifier une clôture, celle-ci doit être de conception simple et s'inscrire en harmonie avec son contexte.

Les clôtures doivent être constituées :

- d'un dispositif rigide à claire-voie (serrurerie, barreaudage métallique, bois, PVC, aluminium ou composite) d'une hauteur maximale de 2 m ou d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m éventuellement surmonté d'un grillage ou dispositif rigide à claire-voie **ou d'un grillage simple d'une hauteur maximale de 2 m.**

Une hauteur différente peut être autorisée pour la reconstruction ou la restauration d'une clôture existante ou pour permettre le prolongement ou le raccordement à une clôture existante.

Ainsi, les murs plein existants traditionnels en limite de voirie et en pierre locale pourront être restaurés selon les matériaux et procédés d'origines à conditions de ne pas présenter une hauteur supérieure et de s'inscrire en continuité de l'existant. Les supports de coffrets électriques ou gaz, les boîtes à lettres, les commandes d'accès doivent être intégrées au dispositif de clôture lorsqu'ils ne sont pas intégrés dans le bâti.



(Mur plein en continuité d'un mur ancien existant uniquement)

En zones A et N : les clôtures seront conçues de manière à être perméables à la petite faune

Recommandations

Il est recommandé de choisir des espèces végétales locales pour l'aménagement des abords de la construction. Pour les haies faisant office de clôture, des espèces diversifiées d'arbres et d'arbustes permettent d'élargir les possibilités d'aménagement et d'ambiance.

Il est également recommandé d'entourer les zones de stockage autorisées d'une clôture opaque, en accord avec le reste des éléments constructifs (on privilégiera cependant les structures légères de type bois) ou les plantations d'essences locales.

Certaines espèces comme le Buddleia (arbre aux papillons) ou l'Erable negundo sont envahissantes.

Elles se disséminent rapidement et prennent la place des essences locales. La plantation de ces espèces est à éviter.